

Qatar

Moyen-Orient

Une enquête menée en Belgique a révélé des soupçons de corruption impliquant le Qatar et des personnalités du Parlement européen, dont une vice-présidente grecque et un ancien eurodéputé italien. Les enquêteurs ont saisi de l'argent liquide et des appareils électroniques lors de perquisitions à Bruxelles. Le Qatar est soupçonné d'influencer les décisions économiques et politiques au Parlement européen en versant des sommes d'argent et en offrant des cadeaux importants à des personnalités politiques influentes. Cette affaire soulève des questions sur les relations entre le Qatar et les institutions européennes ainsi que sur les réformes du travail et les droits de la personne dans le pays, en particulier en vue de la Coupe du monde de football 2022, que le Qatar organise.

La crise implique une vice-présidente grecque du Parlement européen, Eva Kaili, ainsi qu'un ex-eurodéputé italien, Pier-Antonio Panzeri, parmi d'autres personnes.

Une vaste opération de la police belge à Bruxelles a entraîné l'arrestation de plusieurs individus, dont des membres du Parlement européen et des proches, dans le cadre de soupçons de corruption liés au Qatar.

L'opération de police a eu lieu un vendredi à Bruxelles, dans le cadre d'une enquête qui a duré environ quatre mois.

L'enquête vise des actes de corruption et de blanchiment d'argent en bande organisée, avec des soupçons portant sur l'influence du Qatar sur les décisions économiques et politiques du Parlement européen. Le Qatar est soupçonné d'offrir des sommes d'argent conséquentes et des cadeaux importants pour influencer des personnalités politiques et stratégiques au sein du Parlement européen.

Les arrestations et les perquisitions ont eu lieu dans diverses communes de Bruxelles, où le Parlement européen a son siège.

L'opération de police a permis de saisir environ 600 000 euros en liquide, ainsi que du matériel informatique et des téléphones portables dont les contenus seront analysés. Les cadeaux ou avantages offerts par le Qatar sont susceptibles d'être liés à l'amélioration de sa réputation en matière de droits de la personne et du traitement des travailleurs étrangers.



Mathys Dionne